

M. Alain Van Huffel est ancien élève de l'École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers (ENSAM). Il a effectué son cursus scolaire d'ingénieur au centre ENSAM de Lille, promotion 1949. Par son expérience personnelle, il apporte un éclairage saisissant sur le bizutage pratiqué à son époque dans l'école, qui subsisterait encore, bien que sous une forme amoindrie. Le CNCB a recueilli son témoignage.

CNCB : Pouvez-vous nous parler des valeurs prônées par les Arts et Métiers ?

M. Alain Van Huffel (AVH) : Ces valeurs, marquées par une originalité profonde, alliées à une solide formation scientifique et technique, sont le pragmatisme et la solidarité, en opposition avec la fâcheuse tendance française à privilégier l'abstraction hors de propos. Elles sont illustrées par l'expression suivante : « compréhension chaleureuse des problèmes de la production ». Cette expression a été formulée par Valéry Giscard d'Estaing en 1980, alors Président de la République, quand il est venu fêter le bicentenaire de l'ENSAM ⁽¹⁾.

Ce sont des valeurs que les anciens élèves de l'École ont raison de vouloir transmettre, car elles ont prouvé leur efficacité pour l'industrie française au cours des deux siècles derniers. Le problème réside dans les méthodes employées pour assurer auprès des jeunes entrants la continuité de l'adhésion à ces valeurs. En effet, la PTV (Période dite de Transmission des Valeurs), qui dure pendant tout le premier trimestre d'entrée à l'école, donne lieu à des brimades parfois difficiles à supporter. De plus, sur le plan des études, la PTV porte un vrai préjudice à ce premier trimestre et c'est d'autant plus grave que c'est le premier trimestre d'études qui s'échelonnent sur trois ans. On n'entre pas dans un établissement d'enseignement qui s'intitule "Grande école d'ingénieur" pour se former à la solidarité nationale ou à la psychologie de l'action. On entre pour devenir ingénieur, alors soit on étudie, soit on subit un entraînement de commando, mais c'est l'un ou l'autre.

CNCB : Quelle a été votre expérience d'élève bizuté ?

AVH : Il faut distinguer les pratiques que j'ai subies en 1949 qu'évidemment je connais bien, et les pratiques subies par les élèves de nos jours. Même les Anciens comme moi ne sont pas au courant des pratiques actuelles, et pour bien les connaître, il faut être sur le théâtre des événements au moment où ils se passent. Or il n'y a pas de contrôle et les élèves accueillants font à peu près ce qu'ils veulent en interprétant à leur mode les consignes reçues. De mon temps à l'entrée à l'ENSAM, le bizutage consistait, pour les nouveaux arrivants, à subir harcèlement moral et exténuation physique pendant presque 3 mois. Ce sont les élèves de la promotion précédente, dits « anciens », qui appliquent la PTV. A cet égard, il faut signaler qu'à l'époque les anciens étaient les 3^{ème} année, alors qu'actuellement ce sont les 2^{ème} année.

Parmi les épreuves réalisées, j'ai dû descendre plusieurs fois un escalier sur le ventre, sur trois étages, mains derrière le dos. Nous devons souvent prendre notre repas en moins de 10 minutes, puis au signal donné sortir du réfectoire en 10 secondes ; les derniers élèves sortis étaient punis et devaient effectuer une sorte de danse exténuante calquée sur la danse des cosaques. Ce sont des exemples parmi de nombreux autres non cités ici, toutes

¹ Article du Figaro du 15 Mai 1980, présentant les valeurs de l'ENSAM (pragmatisme et compréhension chaleureuse des problèmes de la production)

brimades basées sur la peur, le chantage et l'exténuation physique. Ces épreuves s'exercent dans la durée, tout au long du premier trimestre.

L'objectif est de faire entrer une population dans un moule unique en faisant abstraction complète des différences de personnalité qui font justement la richesse d'un groupe, notamment la sensibilité et l'émotivité de chacun. Tous les élèves sont traités de la même façon. Or le ressenti est forcément différent d'un élève à l'autre. Pour ma part, j'étais plutôt du genre émotif et je me souviens avoir dû réaliser des efforts considérables pour faire face. Au bout de quelques semaines, nous étions en guenilles. C'était humiliant pour moi, et très gênant aussi pour les professeurs devant lesquels je me présentais dans la journée. Ces pratiques éprouvantes sont néfastes, je le sais maintenant, et de surcroît complètement incompatibles avec le suivi d'études. J'avais 19 ans et j'ai maigri de 5 kg. Ma tension est tombée à 9. Un abcès dû au stress est apparu à la main gauche qu'il a fallu opérer, j'en ai encore la cicatrice.

CNCB : Pourquoi, selon vous, les élèves acceptent-ils de subir de telles violences ?

AVH : Quand on arrive dans l'école, on accepte de subir tout cela pour trois raisons.

1^{ère} raison : ces épreuves sont présentées comme une initiation à la fois incontournable et valeureuse. Pourquoi a priori ne pas croire ce qu'on vous dit, et ceci d'autant plus qu'il y a une part de vérité intéressante que j'ai expliquée ci-dessus ?

Initiation incontournable, car exercée depuis la création de l'école ; ce serait ainsi une tradition à laquelle il est impossible de déroger.

Initiation valeureuse, car soi-disant conforme à l'esprit Arts et Métiers. C'est un détournement déplorable des notions de pragmatisme et de solidarité.

J'adhérais (et j'adhère encore maintenant) aux valeurs d'entraide mutuelle et au sens du concret prônés par l'école, tels que définis ci-dessus. Donc, par honnêteté et avec l'engagement de mon jeune âge, additionné avec le souhait d'être un bon camarade, je n'avais pas de recul pour m'opposer à certaines pratiques rudes et inutiles, je n'en mesurais pas les impacts physiques et surtout psychologiques, ni les dégâts sur ma santé.

2^{ème} raison : refuser les épreuves entraînerait une mise à l'index intenable et obligerait à renoncer aux études dans l'école, ce qui serait une décision extrêmement difficile, surtout après les lourds efforts fournis pour réussir le concours d'entrée, le sacrifice de deux ou trois ans de classe prépa.

3^{ème} raison : la PTV se déroule dans l'intimité des deux promotions d'élèves, sans contrôle, sans garde-fou (à l'époque c'était trois promotions). Les professeurs en sont exclus, et l'administration de l'École se garde d'intervenir car sa première préoccupation est d'éviter les "foudres" de la Société des Anciens. C'est en quelque sorte une complicité passive sous le poids de l'Histoire de notre École et des croyances, qui accentue la puissance du groupe subie par le nouvel arrivé. Celui-ci est prêt à croire tout ce qu'on lui dit, au point de penser que cette PTV est normale et incontournable, et que c'est sûrement lui qui est déficient, si cette coutume ne lui plaît pas. Il faut ajouter que si en 50 ans les brimades ont été fortement atténuées, un fait a au contraire aggravé la situation : autrefois dans les centres se trouvaient trois années ensemble, alors qu'actuellement il n'y en a plus que deux. Donc la PTV qui était appliquée par la 3^{ème} année, l'est maintenant par la 2^{ème} année qui a moins de recul et de maturité.

CNCB : Quel regard les élèves portent-ils sur ces épreuves, après quelques années ?

AVH : Quand les épreuves sont terminées, on oublie les désagréments subis, on préfère garder seulement les bons souvenirs. Mais en réalité les dégâts sont là pour certains élèves car le harcèlement a des effets traumatiques durables. Pour ma part, j'ai souffert de cette PTV tout au long de mes études, et j'ai passé beaucoup plus de temps à être un bon camarade, à m'investir dans des activités diverses, à trouver ma place dans le rang, au détriment des études.

Après une période de latence, c'est l'engagement dans l'Armée de l'air, à la sortie de l'ENSAM, qui m'a permis d'assouvir une passion, "*devenir pilote de chasse*", en retrouvant un équilibre, car l'accueil y a été excellent, bien encadré et enrichissant. C'est seulement vers l'âge de 30 ans que j'ai réalisé que la PTV avait nui à mes études. D'où mon intérêt pour l'étude des problèmes de psychopédagogie de nos sociétés actuelles, domaine où il y a beaucoup à faire.

Quand je parle aujourd'hui avec mes amis de promotion de ces épreuves vécues à l'école, je constate que le ressenti lié à ces souvenirs est le plus souvent enterré profondément. En évoquant ce qu'on a fait pendant le bizutage, au bout d'un moment on finit par admettre que oui, on a souffert, mais qu'on n'avait pas le choix de toute façon. Il fallait être conforme avec ce qui était prôné, et bien des années plus tard, il est difficile de récuser ce qu'on a été, ou d'avoir l'air de contredire le discours général. Il faut un effort pour déterrer ce qu'on a soigneusement enfoui. Mais en les poussant un peu, certains camarades se laissent aller à reconnaître le caractère stupide de certaines pratiques qu'ils regrettent aussi.

CNCB : Quelle a été votre expérience d'élève bizuteur ?

AVH : Les quelques leaders qui se mettent en avant, au sein de la promotion accueillante, se chargent de lancer les idées et de les faire exécuter. J'étais un exécutant parmi les autres, et j'avais le sentiment de faire mon devoir, de me conformer à la règle. Comme au fond de moi ces pratiques me déplaisaient, je me débrouillais pour être lent, pas très efficace, sans entrain. Mais je suivais les conseils de l'ancien de 3^{ème} année qui était censé me protéger. Cependant, même si je n'étais pas très actif pour bizuter, je me souviens de quelques petites humiliations dont je ne suis pas du tout fier et qui me font réfléchir même encore aujourd'hui. Il y a une sorte de « dédoublement » entre ce qu'on est amené à faire et notre conscience. On se dit après coup « mais pourquoi ai-je humilié mon camarade ? ». Là aussi les séquelles sont indéniables. Ca me fait penser au film l'Aveu !!!

CNCB : Pouvez-vous raconter le projet que vous avez mené pour créer un établissement franco-allemand ENSAM-Metz / UKT-Karlsruhe ?

AVH : J'ai travaillé au Ministère de l'Industrie à partir de 1983. Mon profil intéressait ce ministère car je connaissais le milieu des entreprises privées (où j'avais travaillé jusque-là), l'industrie en général, l'enseignement supérieur technique, les sociétés de recherche sous contrat, et l'armée française et étrangère. J'avais donc des compétences diversifiées. J'étais en charge de dossiers, entre autres, mettant en relation le Ministère avec les entreprises de production industrielle et les écoles d'ingénieurs.

Assez rapidement, car placé ainsi à un poste d'observation privilégié, j'ai éprouvé le besoin de proposer des projets un peu ambitieux. Pour faire court, l'une de mes propositions fut la création d'un centre de formation d'ingénieurs bi-national franco-allemand dans lequel les promotions seraient composées pour moitié d'élèves français, et pour moitié d'élèves

allemands, ces promotions de 150 élèves étudiant pendant la moitié du cursus de 3 ans alternativement en France et en Allemagne (au Karlsruhe Institut für Technologie).

Cette initiative, d'emblée, a beaucoup plu, car elle répondait à un besoin d'ouverture des écoles supérieures à l'international. Elle a été soutenue par Lionel Jospin ministre de l'éducation nationale, et Roger Fauroux ministre de l'industrie ; bien sûr, j'ai conservé une grande quantité d'archives concernant les travaux, notes et courriers dus à mon action, dont la lettre écrite par ces deux ministres en 1989 marquant le démarrage du projet ⁽²⁾.

L'un des principes directeurs adoptés par les Allemands le 9 mars 1990, pour ce projet, était la **totale réciprocité**, ce qui signifiait notamment le respect mutuel des élèves français et allemands et le respect des principes de nos deux pays.

Or ce principe de respect a été violemment bafoué en France en 1997, lors de l'accueil de la première promotion dans le Centre ENSAM français avec les brimades de la PTV, entraînant l'échec global du projet, ce qui a suscité ma colère encore présente aujourd'hui. C'est un échec insupportable dû à des pratiques dont le rôle est insignifiant au regard des enjeux importants contenus dans ce projet.

Lors de cette rentrée 1997, tout ce qui passait pour habituel à l'ENSAM dans l'accueil des nouveaux élèves, à savoir toutes les vociférations de la promotion précédente sur la nouvelle, les tribulations physiques imposées, a été vécu comme insupportable par les élèves allemands. Trois d'entre eux ont quitté l'école, les témoignages de bizutage reçus par les enseignants allemands les ont fortement indignés, ce qu'ils ont exprimé dans des courriers que j'ai conservés. Il faut signaler aussi l'incompréhension des allemands vis-à-vis de la perte de temps de travail occasionnée par la PTV, période qu'ils considéraient comme totalement contre-productive sur le plan pédagogique. Pour que les choses se passent bien, il aurait été nécessaire de préparer un véritable accueil adapté à la bi-nationalité, à la place de ces coutumes violentes reproduites systématiquement chaque année sans aucune réflexion ni recul.

En Janvier 1998, j'ai donc écrit une lettre virulente à la Société des Anciens Élèves ⁽³⁾. Puis, j'ai rédigé et envoyé un rapport au Conseil d'Administration de l'Ecole qui a mis le feu aux poudres, rapport validé par deux Gadzarts : Guy Gautherin, directeur général de l'ENSAM et Henri Morin, président du Conseil d'administration de l'ENSAM ⁽⁴⁾. Ce rapport est d'ailleurs mentionné dans celui de l'IGAENR de Février 2015 ⁽⁵⁾.

Il faut également avoir présent à l'esprit que le "système" actuel repose sur les principes suivants.

Tout d'abord, trois entités sont concernées : l'Ecole, la Société des A&M (la « SOCE »), les élèves. Ces trois entités forment un ensemble hétérogène concernant les motivations, mais fortement lié par "le métier d'ingénieur".

² Lettre signée de MM. Jospin et Fauroux (1989)

² Courriers de l'Administration de l'Université allemande (1997)

³ Lettre de M. Van Huffel envoyée à la Société des Anciens Elèves en Janvier 1998

⁴ Rapport Van Huffel de 1998 « Analyse et propositions concernant le problème des traditions-bizutage chez les Gadzarts »

⁵ Rapport de Février 2015 (N° 2014-087) de l'IGAENR mentionnant le rapport Van Huffel en page 11 (page 19/100 dans le pdf). L'IGAENR, Inspection Générale de l'Administration de l'Education Nationale et de la Recherche, a été missionnée en 2014-2015 pour réaliser un bilan des pratiques de PTV (période de transmission des valeurs) à l'ENSAM.

- **L'Ecole** n'a dans ses attributions **aucune instruction officielle** concernant la pratique de transmission des Valeurs et des brimades qui s'ensuivent, qu'elle veut superbement ignorer. **Elle subit** et, dans l'état actuel des choses, elle est obligée de subir par la pression exercée par les élèves soutenus par la SOCE, malgré le désaveu fréquent et avéré des professeurs qui eux aussi subissent les conséquences de la PTV.

Par conséquent, en 1997 l'école avait peu de possibilité d'agir pour empêcher la catastrophe qui s'est produite du fait des brimades sur les élèves allemands.

Une façon de contourner un problème difficile est de l'ignorer, mais cela ne résout rien.

- **La SOCE** souhaite conserver la Tradition des Gadzarts telle que la qualifiait le président de la République Valéry Giscard d'Estaing quand il a commémoré le bicentenaire de l'Ecole. La SOCE a évidemment raison. Mais la SOCE a aussi besoin d'avoir des adhérents les plus nombreux possible car le "nerf de la guerre", ce sont les fonds disponibles pour agir. Il faut donc capter les élèves dès la sortie de l'Ecole et pour ce faire, il faut en même temps les convaincre et satisfaire ce qu'ils demandent. D'où une certaine pression exercée par les élèves sur la SOCE qui n'est pas sans conséquences.

A l'inverse la SOCE ne peut pas facilement agir à l'intérieur de l'Ecole où elle n'est pas physiquement présente sauf par l'intermédiaire des élèves en raison des structures existantes très élaborées.

- **Les élèves** ont appliqué bêtement les Traditions habituelles sans aucunement tenir compte de l'enjeu exceptionnel de la présence d'Allemands qui étaient là en fonction d'un accord bilatéral franco-allemand **pris au niveau des gouvernements des deux Nations France et Allemagne. En parfaite inconscience, ignorance et irresponsabilité.** C'est consternant de bêtise !

Aucune précaution, aucune mesure n'ont été prises, pour les raisons exprimées dans les lignes ci-dessus. C'est évidemment aberrant.

Il aurait fallu opérer une préparation minutieuse et supprimer les coutumes que les Allemands refusaient de subir, comme les brimades imbéciles de potaches du 19^{ème} siècle.

Il s'en est suivi ensuite des années qui se sont écoulées dans la monotonie, avec des effectifs allemands de plus en plus maigrelets, pour terminer l'an dernier par la suppression totale d'élèves allemands commençant à Metz et d'élèves français commençant à Karlsruhe.

Ce n'est plus du tout conforme au projet validé par les deux parties en 1990.

CNCB : Quelles sont vos relations avec la Société des Anciens Élèves ?

AVH : Tout au long de ma vie professionnelle, j'ai été très actif au sein de la Société des Anciens Élèves, qui m'a d'ailleurs décerné la médaille de vermeil de l'école.

Pendant trois ans, lors de la mise en place du centre de Metz, j'étais président de la commission « Enseignement », au sein de la Société.

Aujourd'hui, si je suis toujours très apprécié par mes camarades de promotion et beaucoup de camarades de mon groupe régional, je suis honni par certains membres de la Société des Anciens Élèves, du fait des problèmes de bizutage que j'ai soulevés. Mais il ne s'agit que de quelques membres, et seulement depuis que le drame du bizutage des élèves allemands s'est produit en 1997-98. Avant ce problème j'ai été moi-même vice-président de la Société, travaillant en parfaite harmonie avec les quatre présidents que j'y ai connus et surtout avec

leur appui total. Par ailleurs, l'État français m'a décerné l'ordre national du Mérite pour ma carrière et mon engagement professionnel.

Certains membres de la Société des Anciens Élèves sont très ancrés dans les coutumes des gadzarts. Cette Société est un peu une forteresse entourée d'un fossé protecteur, où un noyau dur sectaire entretient l'omerta. La Société des Anciens est, à juste titre, très attachée à la notion de « gadzarts », mais très fermée à toute évolution, résistant à tout changement. Ambiance : « on est les meilleurs, restons entre nous, les autres ne peuvent pas comprendre, donc ils n'existent pas ». Personnellement, je considère que lorsqu'à cinquante ans on emploie encore le jargon des gadzarts, alors qu'on est adulte depuis au moins trente ans, il y a un problème. Il est socialement nécessaire d'adapter son vocabulaire au groupe dans lequel on se trouve. Ce sont des détails symptomatiques d'un état d'esprit particulier et très fermé et qui constituerait un sujet d'étude psychologique approfondie absolument passionnant.

CNCB : Quels changements préconisez-vous dans la PTV pour l'améliorer et éradiquer sa dimension humiliante et traumatisante ?

AVH : A mon avis, il ne s'agit pas de faire une révolution pour tout changer, ni de faire table rase du passé, du système actuel et de nos valeurs, mais de faire évoluer l'intégration. Il faut supprimer tout ce qui a une connotation "humiliation, chantage, exténuation physique". Ce qu'on supprime doit être remplacé par autre chose, car il y a des "manques criants", mais la conviction manque pour un réel changement. Il faut quand même savoir qu'un certain nombre d'étudiants ne postulent pas pour l'ENSAM à cause du bizutage. Même si celui-ci s'est beaucoup atténué aujourd'hui, le seuil de tolérance a aussi beaucoup baissé car la société est beaucoup plus sensibilisée au respect de l'intégrité individuelle. Je ne suis pas pour la suppression de la PTV, et je suis pour la transmission des fameuses valeurs de solidarité et de pragmatisme en vigueur à l'ENSAM. Mais je considère que les modalités de la PTV sont à revoir : même si Laurent Carraro, le directeur général de l'ENSAM, a réussi récemment à réduire cette période, une partie du premier trimestre est sacrifiée au détriment des études, tant cette période reste longue, accaparante et démobilisante pour les nouveaux élèves. De plus, je considère bien sûr que toutes les pratiques humiliantes doivent être bannies : intégrer n'est pas dresser. Je prône une intégration à l'anglo-saxonne, un « mutual assessment », c'est-à-dire un parrainage bienveillant entre anciens et nouveaux avec un regard positif et constructif des premiers sur les seconds. Quant aux symboles chers à l'ENSAM (le monôme, témoin de la soudure de la promotion, et la blouse grise), je trouve qu'il faut les conserver.

L'intégration ne doit chercher qu'à créer un esprit de solidarité dans un groupe. En aucun cas elle ne doit viser à provoquer une assimilation dans un groupe, au détriment de la personnalité des individus et de leur préparation au métier d'ingénieur. Or on en est loin.

CNCB : Quelle a été l'évolution récente des statuts de l'école des Arts et Métiers ?

AVH : Le décret du 2 novembre 2012 relatif à l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers avait « gadzarisé » les statuts de l'établissement, en renforçant le pouvoir des anciens au sein du conseil d'administration de l'ENSAM, avec la présence notamment des 8 présidents des conseils de centres et du président de la Société des anciens élèves (tous ex-gadzarts, en lien avec la Société des anciens élèves) parmi les 33 membres du CA, qui accueille aussi 5 personnalités extérieures (contre 13 personnalités extérieures auparavant). Ainsi, les

anciens élèves et les actuels représentent 18 des 33 membres du CA de l'école, soit la majorité des voix.

Afin de réduire la présence des anciens au CA, jugée par l'Ecole comme étant un frein à sa modernisation, le projet de décret ministériel en cours d'élaboration prévoit de modifier la composition du CA en supprimant les présidents des conseils de centre, donc les anciens élèves, au profit d'un renforcement des personnalités extérieures au sein du CA ⁽⁶⁾. Un tel dispositif assainirait la gouvernance de l'ENSAM (dixit les Pouvoirs publics et l'Ecole) et donnerait plus de latitude à la direction de l'école pour réformer l'école, notamment en ce qui concerne la PTV ⁽⁷⁾.

Mais si des modifications de statuts peuvent quelquefois avoir un intérêt, dans le cas présent, c'est très insuffisant. Ce sont les mentalités qu'il faut influencer dans le sens d'une ouverture d'esprit sur les réalités du moment présent. Ce ne peut être fait qu'avec l'appui d'études sérieuses et approfondies avec *"des gens qui savent et toutes disciplines confondues"*.

Il faut quand même savoir que depuis le désastre du bizutage des élèves allemands en 1997-98, pas une seule fois je n'ai été invité pour explications et échanges, ni par la Société des Anciens, ni par l'Ecole, alors que j'ai créé le Centre franco-allemand, que j'ai eu les premiers contacts et entretiens avec les allemands et et que j'ai conduit la définition des objectifs. Il faut bien admettre que cette mise à l'écart est assez aberrante.

Voilà un bel exemple de gâchis français, parfois dénoncé dans la presse, mais jamais corrigé !

ADDENDA :

Ce présent témoignage répondant au CNCB devrait attirer l'attention de lecteurs curieux d'apprendre ce qui se passe réellement dans ce qu'on appelle "une grande école" qui fait partie du fondement des structures d'une nation pour son développement et sa pérennité. Un texte n'étant jamais parfaitement clair, des questions pourraient m'être posées, j'y répondrai volontiers toujours dans le but de contribuer à la vérité et au progrès.

⁶ Texte paru depuis l'interview : décret n° 2016-952 du 11 juillet 2016 modifiant le décret n° 2012-1223 du 2 novembre 2012 relatif à l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers

⁷ Rapport de Janvier 2016 (n° 2016-003) de L'IGAENR – Deuxième bilan des pratiques de PTV